



Tunisie

3 mars 2011

Tunisie : risques sécuritaires majeurs

Paris, Tunis, 3 mars 2011 - Des heurts violents entre des groupes armés et la police lors de manifestations pacifiques dans la capitale auraient fait au moins 5 morts, plusieurs blessés et plus d'une centaine d'arrestations depuis le week-end dernier. La FIDH craint des tentatives de déstabilisation de la transition démocratique.

Une mission de la FIDH qui s'est rendue à Tunis entre le 19 et le 25 février, ainsi que les représentants de la FIDH en Tunisie, ont constaté de nombreux signes laissant craindre que des éléments du système répressif mis en place sous la dictature de Ben Ali ne perdurent. En effet, des principaux responsables d'actes de torture et autres graves violations des droits humains, semblent bénéficier d'une totale impunité et certains continuent à occuper des fonctions dans la haute administration. D'autre part, certains hauts responsables du régime de Ben Ali continueraient d'exercer une influence contre toute transition démocratique.

Par ailleurs, nous sommes très préoccupés par les menaces de mort proférées à l'encontre de certains responsables politiques et associatifs, et nous condamnons fermement les propos tenus à la télévision nationale appelant à l'exécution du premier ministre sortant, Mohammed Ghannouchi. Nous dénonçons aussi les agissements de certains groupes, qui ont empêché par la force la tenue de meetings du PDP et du mouvement Ettajdid. De tels agissements ne contribuent pas non plus à consolider la démocratie.

Enfin, la situation est très alarmante à la frontière avec la Libye. On estime à 10 000 le nombre de migrants traversant chaque jour la frontière tunisienne, soit plus de 100 000 personnes depuis le début du soulèvement en Libye, sans qu'existent les infrastructures indispensables à leur prise en charge humanitaire. La FIDH craint au surplus que certaines structures de prise en charge ne restent infiltrées par des éléments de l'ancien régime.

Dans ce contexte très préoccupant, la FIDH et ses organisations membres en Tunisie :

* appellent l'ensemble des forces démocratiques et la communauté internationale à se mobiliser pour faire échouer toute tentative de déstabilisation et l'éventualité d'une contre-révolution ;

* demandent l'ouverture immédiate d'enquêtes sur les graves violations des droits humains commises sous le régime de Ben Ali et depuis le début de la transition aux fins de poursuivre les responsables ;

* demandent une communication claire de la part du nouveau gouvernement de Béji Caïd Essebsi sur le sort et la situation des principaux responsables de la répression sous le régime de Ben Ali ;

* appellent à la dissolution de la police politique ;

* appellent la communauté internationale à soutenir les capacités de la Tunisie d'accueillir à ses frontières les migrants et réfugiés venant de la Libye.

<http://www.fidh.org/Tunisie-risques-securitaires-majeurs>